

CHILI

Une démocratie modérée

Malgré la stabilité économique et les améliorations sensibles des taux de pauvreté et d'éducation réalisées par le gouvernement, 52% des chiliens « ont le sentiment d'être perdants, et 74% ont des sentiments négatifs concernant le système économique du pays ». Cela n'a rien de paradoxal, dans la mesure où, selon la Banque mondiale, le Chili fait partie des 15 pays au monde où la répartition du revenu est la plus mauvaise. La situation n'est pas tellement meilleure dans le domaine de la politique où le principe « à chacun une voix » n'est pas viable dans la « démocratie protégée » héritée de la dictature militaire.

**Centro de Estudios de la Mujer (CEM)
Solidaridad y Organización Local (SOL)
Programa de Ciudadanía y Gestión Local
Fundación de Superación de la Pobreza
ACTIVA**

Ana María Arteaga / Carlos Ochsenius

Le Chili se distingue dans la région comme un exemple de stabilité économique, politique et sociale. En un peu plus d'une décennie de gouvernement démocratique, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté est tombé de 39% en 1990 à 20,6% en 2003. Dans le domaine de l'éducation, le Chili a réussi à faire passer l'enseignement préscolaire de 21% à 32%, l'enseignement secondaire de 80% à 90%, et l'enseignement supérieur de 15% à 31%, en 2000¹. Selon le recensement de 2002, 96,1% des ménages ont l'électricité et 91,9% l'eau courante, ces deux services étant fournis par des entreprises de service public ; 51,5% des ménages ont le téléphone fixe et 51% ont au moins un téléphone portable.

Comment se fait-il alors que, malgré ce qu'indiquent ces chiffres, « 52% des chiliens aient le sentiment d'être perdants, et 74% aient des sentiments négatifs concernant le système économique du pays (insécurité, colère, sentiment de perte) ? »²

Le Rapport sur le développement humain 1998 au Chili avait déjà fait le diagnostic selon lequel « à la suite des nombreuses difficultés vécues par les populations, la sécurité humaine pose de sérieux problèmes ». Quatre ans après la publication de cette étude, il y a des raisons fondamentales qui font que, malgré l'aubaine, la plupart des chiliens se sentent toujours en situation d'insécurité.

Les problèmes des populations

Selon la Banque mondiale, le Chili fait partie des 15 pays au monde où la répartition du revenu est la plus mauvaise et, plus grave encore, avec le temps, cette situation a eu tendance à empirer³.

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Human Development Report 2002, We the Chileans: A cultural challenge*. 2002, www.pnud.cl/noticias.htm

² *Ibid.*

³ Banque mondiale. *Indicateurs du développement dans le monde 2000*. Tableau 2.8.

TABLEAU 1

Répartition du revenu indépendant 1990-2000 (énergie, gaz et eau)					
PART DU REVENU TOTAL	1990	2000	PART DU REVENU TOTAL	1990	2000
Quintile I	4,1	3,7	Quintile V	57,4	57,5
Quintile II	8,1	8,2	Ratio 20/20	14	15,3
Quintiles III et IV	30,4	30,6			
Source: MIDEPLAN, Distributive Impact of Social Expenditure, 2000.					

Le gouvernement actuel est conscient du coût politique élevé qu'impliquerait toute formule de redistribution, et a préféré poursuivre une politique visant à améliorer les possibilités offertes aux populations, surtout au moyen de l'éducation. En conséquence, il a, entre autres mesures, considérablement accru le budget du ministère de l'Éducation et soumis au Congrès un projet de loi qui prolongerait la durée de la scolarité de base obligatoire de 8 à 12 ans. Cette initiative (une avancée incontestable) se heurte cependant deux obstacles qui seront difficiles à surmonter, du moins à court terme.

Le premier est l'énorme écart entre la qualité de l'enseignement municipal, qui concerne quelques 70% des écoliers du pays et où il y a un investissement d'environ 50 USD par élève et par mois, et celle de l'enseignement privé qui dépense trois fois plus par mois sur chaque enfant. Naturellement, cela favorise des inégalités entre ces deux groupes⁴.

Le deuxième obstacle réside dans le fait que le genre d'éducation dispensé aux populations ne semble pas garantir l'accès au marché de l'emploi, pas plus qu'il n'est devenu un outil efficace pour surmonter la pauvreté la plus sévère, comme on s'y attendait. C'est ce qu'indique une récente étude des caractéristiques de l'extrême pauvreté dans le pays, qui constate qu'une forte proportion (49%) des personnes qui ne disposent pas de ressources pour satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux avaient complété l'éducation de base (8 années de scolarisation), mais que l'augmentation moyenne de la scolarisation pour ce secteur ne se traduit pas par la mobilité sociale ou l'amélioration des conditions de vie⁵.

Les jeunes : pas de citoyenneté, pas de consommation, pas de travail

Un autre signe du mécontentement des chiliens se manifeste à travers la réduction du nombre d'inscrits sur la liste des électeurs, qui a chuté de 89,5% en 1991 à 69,1% en 2003, soit une réduction de 20,4 points de pourcentage⁶.

Qui plus est, lors des dernières élections présidentielles (2001), 21,5% des plus de 18 ans (âge électoral) n'étaient pas inscrits. Si l'on ajoute à ce total les bulletins de vote gâtés ou blancs (12,65%) et les abstentions (13,36%), il est évident qu'il y a une sérieuse sous-représentation.

Fait particulièrement alarmant, une analyse plus détaillée des chiffres révèle que 83% des jeunes chiliens de 18 à 25 ans ne figurent pas sur la liste électorale. Des études effectuées auprès des jeunes montrent qu'ils ne croient pas aux élections comme mécanisme pour influencer ou provoquer un changement dans une société discriminatoire à leur égard, en raison de leur mode de vie, de leur façon de penser, de s'habiller et de se comporter.

Les jeunes «se tiennent à l'écart de la politique et considèrent la démocratie comme un régime élitiste auquel ils ne sont pas admissibles», autrement dit, «un système qui fait d'eux

⁴ Arteaga, Ana María. « Chile. The brutal rationale of privatisation » dans *Social Watch Report 2003, The Poor and the Market*. 2003, pp. 108-109.

⁵ « La nueva realidad de la pobreza en Chile ». Instituto Libertad y Desarrollo, Santiago, décembre 2003.

⁶ « Índice de Participación Ciudadana ». Corporación Participa, décembre 2003.

des citoyens sans citoyenneté, des consommateurs qui ne consomment pas, et des travailleurs sans travail »⁷.

Une démocratie déficitaire

Parmi les facteurs clés derrière le fort mécontentement et la forte méfiance, il y a le fait que le pays est toujours gouverné selon une Constitution (1980) taillée sur mesure par le régime militaire qui a dirigé le pays de 1973 à 1991. Dans ce système, l'équilibre fondamental du pouvoir n'est pas maintenu par les rapports entre les trois pouvoirs de l'Etat, mais par leurs rapports avec d'autres organes constitutionnels qui sont régis par des forces politiques et non par des pouvoirs normatifs⁸.

Dans ce modèle de « démocratie protégée », un chef-d'œuvre de manœuvres politiques, les minorités électorales sont légalement surreprésentées au parlement, à cause du système « binominal » des deux chambres et du poids politique des sénateurs qui ont été nommés à vie. Cela non seulement viole la volonté démocratique du peuple, mais encore constitue un obstacle pratiquement insurmontable pour toute tentative de réforme constitutionnelle. Ces facteurs, conjugués à l'impossibilité pour la Présidence de nommer ou de destituer les commandants en chef des différentes branches des forces armées, et au maintien par le Conseil national de sécurité, essentiellement composé de hauts-gradés militaires, d'une fonction de « surveillance », soulèvent de sérieux doutes quant à la qualité de la démocratie pour les citoyens chiliens.

Le régime militaire a pris fin il y a près de 14 ans, mais entre-temps, aucun progrès n'a été fait pour changer le modèle de « démocratie protégée » en vigueur dans le pays depuis 1980. « Le Chili continue d'être une démocratie modérée, en ce sens que le principe à chacun une voix y fait remarquablement défaut. Les forces armées sont loin d'être subordonnées au pouvoir civil et jouissent d'un degré d'autonomie institutionnelle et budgétaire unique aux Amériques à l'heure actuelle »⁹.

Problèmes communautaires, peurs individuelles

Parallèlement au gel des institutions politiques héritées du régime militaire et aux inégalités criantes de la société chilienne, il y a un troisième facteur clé derrière le fort mécontentement et la forte insécurité humaine¹⁰. C'est ce facteur qui a été finalement reconnu comme la « privatisation de la vie communautaire » ou en d'autres termes, la capacité du modèle à faire des problèmes communs et collectifs des problèmes individuels et privés¹¹.

Cette situation est mise en relief dans le Rapport sur le développement humain 2000, selon lequel « dans leurs conversations quotidiennes, les gens n'évoquent pas, comme il est naturel, les rêves qu'ils partagent tous. Ils parlent de leurs attentes pour le bien-être des individus et des familles, mais ne semblent pas avoir une image d'une vie collective à laquelle ils peuvent aspirer »¹².

⁷ Fortunatti, Rodolpho. « Los marginados de la política » dans www.portaldelpluralismo.cl/interno.asp?id=1915

⁸ Garcia P., Gonzalo. « La transición a la democracia ¿un proceso de confianza política? » dans *Confianza Social en Chile, Desafíos y Proyecciones*. Santiago de Chili, mars 2001.

⁹ Heine, Jorge. « Modernización y malestar: la segunda fase de la transición chilena » dans *Perspectivas*, Vol. 4, No. 2, Santiago de Chili, mai 2001.

¹⁰ Heine, Jorge. « ¿Modernización o congelación política? » *La Época*, 4 septembre 1991.

¹¹ Salazar V., Gabriel. « Proyecto y exclusión: Dialéctica histórica de la desconfianza en Chile ». *La Época*, 4 septembre 1991.

¹² Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Rapport sur le développement humain, Chili, 2000. *Synopsis*. 2000.

Cette individualisation de la société chilienne - la perte de direction, l'absence de projets collectifs (un thème dominant des périodes démocratiques précédentes) - transparait également dans la personnalisation des craintes pour l'avenir, le fait qu'il n'y ait aucune allusion aux carences de la société ou aux contradictions affectant la société dans son ensemble. Ainsi, au lieu de parler de l'inégalité sociale ou de l'inégalité de chances, des excédents d'effectifs, des menaces à la sécurité publique ou de l'absence de protection des personnes en cas d'évènement spécifique ou après la retraite, les gens donnent des réponses qui font allusion à des appréhensions personnelles : « ne pas pouvoir élever mes enfants », « être victime de vol », « ne pas être couvert contre la maladie par mon assurance », « perdre mon emploi », « avoir une petite pension à la retraite » ou « ne pas avoir de pension du tout ». Dans toutes ces doléances, on peut déceler un profond manque de confiance dans les institutions chargées de la protection du public¹³.

Le point crucial ici, c'est que non seulement l'économie chilienne est trop ouverte au commerce extérieur et manque de mécanismes de contrôle, situation qui sera accentuée lorsque l'Accord de libre échange (ALE) avec les Etats-Unis entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2004, mais aussi, que la plupart des institutions sociales, culturelles et politiques du pays sont de plus en plus subordonnées aux forces du marché dominantes. C'est ce qui se passe dans l'enseignement supérieur, les moyens de communication de masse, les systèmes éducatif et sanitaire, ainsi que dans les institutions qui créent et disséminent la culture. D'où une plus grande difficulté, pour les citoyens, d'exercer leurs droits ou de faire entendre leur voix par les voies habituelles.

Les moyens de mésinformation du grand public

Le manque d'intérêt dont fait preuve la société chilienne à l'égard des affaires publiques est également mis en évidence par les rares réactions ou le peu de débat public suscités par la signature de l'ALE entre le Chili et les Etats-Unis. Cette signature met fin à la longue campagne menée par le gouvernement, en collaboration avec les milieux d'affaires, pour convaincre le public chilien des avantages qu'offre le traité.

En minimisant les concessions faites aux Etats-Unis (et en ne faisant aucune référence au fait que l'abaissement des barrières tarifaires entraînerait des marges bénéficiaires plus grandes pour les importateurs, plutôt que des baisses de prix pour les consommateurs chiliens), le gouvernement a en quelque sorte réussi à faire passer à l'opinion publique un message qui soulignait deux idées maîtresses : que l'économie chilienne était mature et que désormais, le pays ainsi que l'ensemble des chiliens jouiraient du prestige de « jouer dans la cour des grands »¹⁴.

L'indifférence avec laquelle le peuple chilien a accueilli la signature de l'ALE est surprenante, quand on considère les effets négatifs qu'un traité de cette nature a eus au Canada et au Mexique, qui ont pourtant des économies beaucoup plus grandes que celle du Chili. Cette réaction s'explique en partie par le fait que le citoyen moyen est mal informé. Bien que 87% des ménages aient la télévision et que la proportion des abonnés à l'Internet augmente rapidement¹⁵, les moyens de communication de masse sont concentrés aux mains de deux grands consortiums, El Mercurio et le Consorcio Periodístico de Chile SA. Ils adhèrent non seulement au néolibéralisme en matière économique, mais aussi à une vision

¹³ « Percepción ante los riesgos : inseguridades de los chilenos ». *Opinión Pública* No. 4. Fundación Chile 21, Santiago de Chili, novembre 2001.

¹⁴ Cademátori, José. « TLC : Chile cayó en la trampa de EE.UU ». 6 avril 2003.

¹⁵ Institut national de la statistique. Recensement 2002. *Synthèse des résultats*. Santiago de Chili, mars 2003.

profondément conservatrice de la société pour ce qui concerne les valeurs et les questions culturelles¹⁶.

L'Eglise catholique s'est systématiquement opposée à la ratification du protocole facultatif de la convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et a refusé de discuter de l'avortement thérapeutique et de l'existence même d'une loi sur le divorce. Elle exhorte les parlementaires croyants à suivre leurs postulats lorsqu'ils prennent des décisions sur les affaires ou problèmes culturels concernant les valeurs¹⁷. Avec l'église, le monopole idéologique des moyens de communication de masse non seulement a des conséquences sur la qualité et le type d'information offert au public, mais il empêche aussi un débat ouvert et profond sur des questions importantes touchant la société chilienne dans son ensemble et, plus encore, sur le cap dans lequel nous souhaitons nous engager en tant que pays.

¹⁶ Sunkel, Guillermo et Esteban Geoffroy. « Concentración económica de los medios de comunicación ». Nuevo Periodismo Collection, Editorial LOM, Santiago de Chili, 2001.

¹⁷ La Morada Corporation (Coordination). Informe Sombra CEDAW 2003. Santiago de Chili, juillet 2003.